

✘ Lorsque la guerre commence Edmond Buat est lieutenant-colonel. Il est affecté auprès de Joffre au bureau des opérations du Grand Quartier Général. Lorsqu'elle se termine il est général de division, major-général de l'armée française auprès du général Pétain. Si Pétain commande bien l'armée française, c'est lui, Buat, qui « fait tourner la boutique ». Il la fait si bien « tourner » que l'année suivante, alors que les principaux traités de paix ont été signés, il est nommé chef de l'état-major de l'armée. Il s'occupe dorénavant aussi bien de la réorganisation de l'armée française du temps de paix que de la coordination des forces qui occupent la Ruhr et continuent à se battre en Europe, en Asie et en Afrique. Il demeure en fonction jusqu'en décembre 1923 lorsqu'il meurt soudainement lors d'une hospitalisation brève et inattendue.

Pendant dix ans, il vit au cœur de l'armée française, au front, à la tête d'une grande unité, à l'état-major, au Grand quartier général, et au cabinet du ministre. Pendant ces dix années il rend compte, dans des cahiers qu'il rédige presque quotidiennement, de la guerre, de « sa » guerre. Il tient son *Journal*. Il y retrace ses activités professionnelles, évoque ses sentiments, note ses réflexions personnelles, relate les réunions auxquelles il participe, raconte les conversations qu'il a eues ou auxquelles il a assisté. Ceux qu'il côtoie et qui apparaissent sous sa plume sont aussi bien civils que militaires, étrangers que français. Ils sont paysans, commerçants, journalistes, savants, maires, préfets, députés, sénateurs, ministres, ambassadeurs, ou chefs d'État, présidents ou rois, mais aussi militaires, d'active comme de réserve, simples soldats, sous-officiers, officiers, généraux, ou maréchaux. Aucun n'échappe à sa plume, parfois laudative, parfois trempée dans l'acide. Mais toujours juste. Il remarque ainsi, en 1915, que le ministre de la Guerre, Alexandre Millerand, « *pris entre l'enclume et le marteau, reçoit des coups de toute part* ». Puis il ajoute qu'il « *ne s'en émeut pas, car il est décidé à faire son devoir* ». Il est sévère avec Raymond Poincaré, président de la République qui « *attache l'importance d'une catastrophe à la perte de quelque tranchée* », évoque Winston Churchill, qui est, à la fin de la guerre « *aux côtés de la France pour toutes les mesures de contrainte si elles sont nécessaires, à propos de la question du désarmement* », René Viviani, président du Conseil qui « *n'est homme que dans ses discours, aucunement dans ses actes* », le général de Castelnau « *aussi timoré que haut placé* », Foch qui, « *si on lui avait confié le commandement des armées en 1917, c'est bien simple, ou il aurait dégoûté nos soldats qui l'auraient vomi, ou il aurait tué l'armée française* », Pershing, qui « *s'est emballé. [...] en disant qu'il savait pertinemment qu'on ne voulait pas lui laisser faire une grande armée américaine, que cependant il la ferait envers et contre tous, etc.* ». Quant à Pétain, Buat le glorifie jusqu'en 1918, c'est « *un de ces officiers que la paix laissait traîner loin en arrière des politiciens de carrière à culotte rouge ou noire ; un de ces officiers que [...] la guerre - enfin - vient de remettre à sa vraie place* ». Puis alors qu'il occupe la fonction de « commandant en chef désigné » il le juge, en 1922, avec une sévérité sans appel : « *j'exprime un fait. Le maréchal a 66 ans ou va les avoir. Il est incapable de mener à bien une tâche de coordination au ministère de la guerre* » !

Ainsi, de la mobilisation à la veille de sa mort, il n'est pas un homme politique, pas un chef militaire, qui échappe à sa plume chaque fois qu'il l'estime nécessaire à la rédaction de son *Journal*. Sa plume, il l'utilise tel un chroniqueur honnête, animé de convictions personnelles fortes, mais aussi parfois désabusé par le spectacle de « chefs » qui, estime-t-il, pensent en

pleine guerre, à leur carrière davantage qu'à leur mission : *« J'ai fait signer au général en chef une instruction sur l'emploi de l'artillerie, il faudra la compléter et surtout menacer les responsables des mauvais errements. Au fond, il n'existe qu'une manière de se faire obéir des chefs, c'est de leur inspirer une crainte salutaire pour leur situation personnelle. Hors de là, point ou peu de salut ! ».*

Mais qui est Edmond Buat ?

Edmond Buat, ou plus précisément Edmond Alphonse Léon Buat est né le 17 septembre 1868 à Châlons sur Marne dans une famille modeste. Son grand-père, Paul Napoléon Buat, était charpentier dans le petit village de Courdemanges dans la Marne. Son père, Célestin, Aubin, Léon Buat, né en 1834 à Courdemanges avait servi toute sa vie dans les rangs du génie militaire. Entré en service comme sapeur de 2e classe au 2e régiment du génie de Metz en 1855, il avait participé à l'expédition militaire de Syrie en 1860-1861 comme sous-officier. Ce qui lui avait valu d'être décoré de la médaille militaire en 1866. Il avait ensuite participé à la guerre franco-prussienne. Enfin, nommé adjoint principal de première classe du génie à Nantes il avait été nommé chevalier de la Légion d'Honneur en 1893. Sa mère, née Marie Poincelet était originaire du petit village de Magny situé à proximité de Metz.

Quant au jeune Edmond Buat, il commence par réussir son baccalauréat scientifique à Rennes en 1885, avec une mention « passable ». Ce qui ne l'empêche de préparer et de réussir le concours d'entrée à l'École Polytechnique deux ans plus tard, honnêtement classé 81e sur 220 candidats admis. Lors de son entrée à Polytechnique le médecin militaire qui lui fait passer la visite médicale d'incorporation le décrit de taille élevée - 1,76 mètre - ayant les cheveux châains clairs, le front découvert, le nez fort, les yeux bleus, la bouche moyenne, le menton rond et visage ovale. Il effectue sa scolarité en tant que boursier, son père ayant obtenu en sa faveur une « *bourse entière avec trousseau* ».

Lorsqu'il quitte Polytechnique, classé 31e sur 223, il décide de servir dans les rangs de l'artillerie, choix pour lequel il est classé 23e sur 129. Il rejoint l'école d'application de l'artillerie et du génie à Versailles avec le grade de sous-lieutenant le 1er octobre 1889. Deux ans plus tard, le général Brugère, inspecteur du génie et de l'artillerie écrit de lui qu'il « *est de taille assez grande, de physionomie agréable et sympathique, [que c'est] un bel officier, très intelligent, qui s'exprime avec beaucoup de facilité et de clarté et a passé de très bons examens* ». Il termine en précisant qu'il est « *très bon instructeur et très bon cavalier et qu'il ferait un très bon officier* ». Le lieutenant Buat quitte alors Versailles pour Vincennes où est stationné le 12e régiment d'artillerie.

Deux ans plus tard, le 18 mars 1893, il se marie avec Jeanne Bubbe, fille du général de brigade commandant l'artillerie du 2e corps d'armée puis prépare et réussit, en avril 1895, le concours d'entrée à l'École supérieure de guerre (ESG) classé major. Il en sortit en novembre 1897 classé 2e sur 76 stagiaires. Après deux ans passés comme capitaine au 25e RA à Châlons sur Marne, il est nommé, en 1900, officier d'ordonnance auprès du général commandant la 6e brigade d'infanterie puis en 1901 auprès du général Bonnal commandant l'École supérieure de Guerre. Bonnal, qui avait été son professeur à l'ESG, est à l'époque considéré comme un des grands théoriciens militaires, conscient des effets et de la prépondérance du « feu » dans la guerre moderne et adversaire des attaques d'infanterie massive. Son influence est telle qu'il a

été à l'origine du *Règlement de service en campagne* de 1895. Il dépeint Buat comme étant un « officier modeste, très travailleur, avide d'action, remarquablement intelligent et dont la maturité d'esprit [s'est] développée à un degré peu ordinaire ». Jusqu'à la guerre Buat ne sert que 2 ans dans l'artillerie, au 25e RA, de 1909 à 1911. Successivement officier d'ordonnance du général gouverneur de Lyon (1904-1906), officier d'ordonnance du général Lacroix membre du CSG (1906-1909), sous-chef du cabinet du ministre (1911-1912) il est promu lieutenant-colonel en 1913 et nommé au poste prestigieux de professeur adjoint du cours d'histoire militaire de stratégie et de tactique générale à l'ESG. Tous, dans la haute hiérarchie militaire, pensent de lui, avec le général Lacroix que Buat est un « officier hors de pair qu'il faut faire arriver le plus tôt possible et le plus haut possible ».

La guerre

Affecté à la mobilisation au bureau des opérations du G.Q.G (3e bureau) installé à Vitry-le-François, la carrière militaire et plus simplement la vie du lieutenant-colonel Buat aurait pu prendre fin dès le 6 août 1914. Ce jour-là, alors qu'il roule en voiture vers le G.Q.G, il manque d'être décapité par une chaîne qu'un garde des voies de communication (GVC) a précautionneusement tendue en travers de la route. Buat raconte : « *Un peu avant l'arrivée à Montmirail, à la Haute-Épine, - endroit célèbre depuis la bataille de 1814 - un vieux paysan armé d'un fusil de chasse, se tient sur le bord de la route et nous rend gravement les honneurs au passage, mais il omet soigneusement de nous aviser qu'à 200 mètres plus loin, une chaîne est tendue en travers de l'itinéraire. Nous arrivons en trombe sur l'obstacle et n'avons que le temps de nous jeter au fond de la voiture pour ne pas être décapités par la chaîne qui rase le capot, balayant tout ce qui dépasse. Le chauffeur freine si brusquement qu'il brise le pont-arrière de l'auto ; nous sommes en panne.* ».

Cet incident clos, Buat ne passe que quelques jours du 3e bureau du G.Q.G. Dans le bourdonnement cacophonique du début de la guerre, il est envoyé à l'armée d'Alsace du général Pau, nouvellement créée, pour en être le chef d'état-major. À partir de cette époque, et jusqu'à la fin de la guerre, il va se forger une expérience unique de la guerre dans trois types de fonctions différentes, liées au commandement, à l'organisation générale de l'armée et à la coordination politico-militaire.

Edmond Buat aimerait dès 1914 consacrer toute son énergie, toute sa vie, au commandement des hommes. Il estime que sa carrière d'officier l'y destine. Ce n'est pourtant qu'au prix d'une lutte incessante qu'il obtient de ses chefs, Joffre, Nivelle, Pétain ou Millerand, la possibilité, qu'il considère comme un honneur, de commander au front. Il le fait à 5 reprises, parfois par intérim, à la tête des 245e et 7e brigades d'infanterie, de la 121e division d'infanterie, des 2e et 17e corps d'armée et enfin de la 5e armée. Ce sont certainement les moments de la guerre qu'il vit avec la plus grande intensité. Ayant une conscience aigüe de ce qu'il exige des hommes qu'il commande, il leur voue une admiration sans borne comme il l'écrit en octobre 1916 : « *le 417e et les chasseurs étaient partis dans un élan splendide. Les aviateurs qui les survolaient à faible hauteur, m'ont écrit leur enthousiasme ; ils voyaient les chefs de section étendre les bras pour que les hommes restassent alignés en arrière du barrage roulant, et les chasseurs agiter leurs casques en les acclamant. Quel spectacle, et quand je pense qu'un chef imbécile avait eu l'audace de dire à ces braves qu'ils ne voulaient pas se battre ! [...] je*

pleurais de joie, d'orgueil et de reconnaissance ! Celui qui n'a pas vécu de pareils moments ne sait pas tout ce que renferme de satisfaction l'âme d'un chef ! »

En état-major, il commande tout d'abord celui de l'armée d'Alsace puis rejoint le G.Q.G au début de 1916 où il est, un temps, avec le titre d'aide major-général, l'adjoint du général Pellé, lui-même major-général en charge des Théâtres d'opérations extérieures (TOE) et de la direction de la guerre. Il y découvre lors de la réunion quotidienne des majors-généraux « *le système de commandement du général Joffre* ». « *Il était, écrit-il, basé, sans parler d'une certaine finesse native qui mettait le général en chef en garde contre certaines exagérations, sur une absence absolue d'impressionnabilité et un grand fond de bon sens. Rien ne parvenait à ébranler l'imperturbable tranquillité de cet homme ; [...]. Je suis convaincu, pour ma part, que la foncière ignorance des grandes choses de l'art militaire qui caractérisait le général Joffre, fut une force en la circonstance et qu'à sa place, tout homme beaucoup plus fort mais qui n'aurait pas eu, en même temps, un caractère de fer aurait rapidement sombré, [...]* ». Après avoir servi au G.Q.G sous Joffre, il y sert à nouveau sous Nivelles puis Pétain. Il crée, auprès de Nivelles, au début de 1917 la Réserve générale d'artillerie lourde (RGAL) qui devient ensuite plus simplement la Réserve générale d'artillerie (RGA). La chose peut sembler technique. Elle l'est. Mais elle est beaucoup plus que cela. En créant et en organisant cette réserve d'artillerie et en la plaçant directement entre les mains du commandant en chef, Buat dote l'armée française d'un système de bombardement stratégique qui n'existe à une telle échelle chez aucun autre belligérant. La Réserve générale d'artillerie organisée avec le soutien d'Albert Thomas et des grands industriels français associée, dans un ensemble cohérent, toute l'artillerie la plus lourde et la plus puissante avec les moyens de transports et de déplacement les plus performants de l'époque qu'il s'agisse de l'artillerie lourde sur voie ferrée (ALVF) ou des régiments à tracteurs. Il parvient à ses fins mais pas au rythme qu'il aurait souhaité. Lorsqu'il obtient que le Programme [d'artillerie] du 17 février 1917 soit lancé, il écrit que c'est « *un des plus imposants, qui aient été conçus pendant la guerre. Grâce à lui, je pouvais compter qu'un moment viendrait où la réserve générale d'artillerie serait assez forte pour jouer le rôle qui lui était destiné* ». Mais c'est sans compter avec le conservatisme d'une partie du G.Q.G qui est persuadée que l'offensive d'avril 17 donnera des résultats remarquables sans qu'il soit nécessaire d'attendre la fameuse RGAL de Buat : « *Toute l'attention de l'état-major du général Nivelles est absorbée par les opérations qui se préparent. [Au] G.Q.G. on est persuadé que la victoire doit sortir des prochaines attaques, et c'est une raison de plus pour qu'on n'attache qu'une importance médiocre à ma conception. [...] je suis beaucoup moins convaincu du résultat des prochaines batailles...* ». La guerre, et les offensives malheureuses du printemps donnent raison à Buat. Et lorsque Pétain, qu'il connaît et qu'il apprécie depuis toujours est nommé commandant en chef, les projets de Buat prennent définitivement forme, « *j'éprouve, écrit-il un nouveau plaisir à constater l'entente parfaite qui règne entre nous au sujet de la tactique future et de l'instrument qui la conduira au succès (R.G.A.L.)* ». En juillet 1918 enfin Buat est nommé major général du G.Q.G c'est-à-dire numéro 2 de l'armée française sous Pétain. Lui qui connaît et apprécie les qualités de Pétain en est-il pour autant heureux ? Pas vraiment. Apprenant sa nomination il écrit à Pétain « *Mon général. Ce que je craignais est arrivé. Je regarde votre lettre comme un ordre et j'en conclus qu'il n'est plus temps de discuter. S'il en est encore temps, permettez-moi de me récuser* ». Puis il se met, comme toujours, au travail ! Il découvre alors que sa nomination n'a pas été voulue par Pétain, mais qu'elle résulte d'une action conduite concomitamment par Foch et Clemenceau. Il découvre

ensuite qu'en plus de sa fonction de major-général le gouvernement, Clemenceau en tête, attend de lui qu'il parvienne à faire cohabiter deux hommes que tout sépare sauf leur volonté de gagner la guerre, Pétain et Foch ! Il s'y emploie regrettant que la publicité qui entoure le second soit excessive comme c'est le cas lors de l'offensive de juillet 1918 : « *Au fond, le projet d'attaque du 18 juillet est né ici. Il a été - c'est la vérité - très appuyé et très approuvé par le général Foch, mais, je le répète, il est né ici. Or, la presse, comme agitée par un mot d'ordre, ne parle jamais que de la manœuvre de Foch, de la riposte de Foch. C'est une injustice et une contre-vérité* ». Quatre mois plus tard, lorsqu'il apprend que l'armistice avec l'Allemagne vient d'être signé il ordonne, à la suite de Pétain, que le « champagne de la Victoire » soit distribué à toutes les unités de l'armée française. En dépit de cette joie qui règne partout au G.Q.G il trouve que les conditions imposées à l'Allemagne sont « *très dures* » et « *déshonorantes* ».

Sortir de la guerre

L'armistice signé et les « grands chefs » récompensés les uns après les autres, l'organisation de la démobilisation de l'armée devient son pain quotidien. La tâche est immense car si pour tous les Français la guerre est considérée comme terminée, elle ne l'est ni en droit, ni dans les faits. Buat doit dorénavant batailler quotidiennement pour maintenir un équilibre précaire entre le gouvernement qui veut maintenir l'armée française en mesure de reprendre la guerre, les parlementaires qui exigent une démobilisation rapide et des soldats dont le moral fléchit dès la fin du mois de novembre 1918 : « *le moral de l'armée fléchit. Les hommes s'exaspèrent d'être ramenés à la vie de caserne avec des exercices et des exigences de chefs sans expérience psychologique. On ne leur explique pas les marches qu'ils font [...] c'est parce que chemins de fer et autos sont consacrés jusqu'au dernier véhicule, au ravitaillement des armées et des populations libérées* ».

Puis il redécouvre et ce jusqu'à la veille de sa mort qu'il est plus difficile encore de commander l'armée française en temps de paix qu'en période de guerre car la paix plus que la guerre permet aux ambitions refoulées de se révéler sans danger et aux egos refoulés de s'épanouir sans risque. Alors, comme aux premières heures de la guerre, sa plume redevient intraitable aussi bien avec Jules Jeanneney sous-secrétaire d'État de Clemenceau chargé des questions d'Alsace-Lorraine : « *c'est le sous-vétérinaire dans toute son horreur : obtus, fermé à toute idée noble, sectaire, arrondissementier sans envergure, comme son arrondissement. Il [Clemenceau] considère cet homme comme capable, à lui tout seul, de nous faire perdre l'Alsace-Lorraine* » qu'avec le général Gouraud qui refuse un commandement qu'on lui propose car il le trouve « *indigne* » de lui : « *On peut, en effet, difficilement s'imaginer qu'un homme de 50 ans à peine, à qui la fortune a toujours souri, à qui, certes, si l'on avait posé la question au début de sa carrière, la perspective de finir commandant de corps d'armée, grand-croix de la Légion d'honneur, serait sûrement apparue comme le summum des exigences, trouve aujourd'hui un tel poste indigne de lui. [Et Pétain de] remarquer combien certains hommes portent difficilement la gloire...* » !

Devenu chef d'état-major de l'armée en janvier 1920, il marque profondément de son empreinte la réorganisation de l'armée française. Il prépare et met en œuvre cette réorganisation alors qu'il doit, parallèlement, envoyer des hommes se battre en Pologne, occuper la Haute-Silésie, s'opposer aux Lituaniens à Memel, occuper Constantinople, évacuer

les armées blanches de Wrangel de Crimée, combattre les Hongrois de Bela Kun en Slovaquie, organiser l'occupation de la Ruhr, etc. avec en arrière-plan, la nécessité d'anticiper une mobilisation générale au cas où la guerre contre l'Allemagne reprendrait et enfin réduire régulièrement la charge financière et humaine que représente l'armée pour la Nation.

Au cours de ces années il affronte ou coopère étroitement avec cinq ministres de la Guerre, dont les trois principaux sont André Lefèvre, Louis Barthou et André Maginot. Il s'avère incapable de s'habituer au désordre qui règne autour d'un André Lefèvre qui adore se perdre dans les détails. Il le considère comme « *plein des meilleures intentions, qui a des idées justes sur beaucoup de points, [mais] ne sait malheureusement pas travailler. [...], il décachette lui-même toutes les lettres qui sont adressées au ministre de la Guerre-personnelle. Comme à chaque courrier, ces lettres sont au nombre de plusieurs dizaines, on se rend compte du temps perdu. [...]. La conséquence est qu'il est évidemment débordé par l'océan des questions à résoudre. Il est donc obligé de prendre sur son repos et, par suite, se fatigue. Le résultat me paraît évident : ou il tombera malade, ou, devenu extrêmement nerveux par excès de fatigue, il jettera un beau jour son portefeuille à la tête du président du Conseil, lequel ne pourra faire autrement que de le ramasser pour le confier à un autre* ». A l'inverse Louis Barthou l'impressionne d'emblée : « *Si les premières impressions que M. Barthou a produites sur moi, comme sur le général Hergault et d'autres, se confirment, nous aurons enfin à notre tête un homme qui voit de haut, comprend rapidement et se décide vite, avec ordre. Par-dessus le marché, il est exact et ne perd pas son temps. Dieu veuille que la suite soit conforme aux débuts !* ». Enfin sa première rencontre avec André Maginot, sans engager la suite de leurs relations, est tendue : « *Maginot me réclame pour un entretien particulier. J'essaie de résumer ici notre conversation. « Je suis franc. Il paraît que vous ne voyez pas d'un bon œil mon arrivée au ministère de la Guerre ? ».* – « *Que je sois navré du départ de M. Barthou, notamment à la veille de la discussion des lois militaires, c'est certain. Que j'aie personnellement le moindre grief contre vous que je connais déjà et que je l'aie exprimé, c'est faux. Que j'aie transmis le sentiment de méfiance avec lequel l'armée vous voit entrer ici, c'est exact !* »... Surtout, l'amitié sincère et la proximité intellectuelle forte qui le lie depuis l'avant-guerre à Alexandre Millerand se renforce lorsque ce dernier devient président du Conseil puis est élu président de la République. Elle prend une forme surprenante, celle de promenades matinales dans les rues de Paris entre le chef d'état-major de l'armée et le président de la République, promenade au cours desquelles les grandes questions de politique internationale, comme d'autres, plus petites, sont évoquées et dont il rend compte dans son *Journal* : 12 janvier 1923 : « *J'ai fait ce matin, une longue promenade en compagnie du président de la République. La Ruhr a naturellement fait les premiers frais de l'entretien. Nous avons envisagé les diverses éventualités possibles...* ». 14 février : « *Le ministre m'a demandé, hier, d'aller faire la promenade habituelle du président de la République à la date la plus proche possible. Il veut savoir ce que le maréchal Foch est venu dire au Président...* ».

Le 23 décembre 1923, comme il le fait depuis le début de la guerre, et alors que la soirée est déjà bien entamée, Buat prend sa plume et rend compte de sa journée. Il évoque la dernière réunion du Conseil supérieur de la Guerre, haute instance qui a pour fonction principale de réfléchir à l'organisation de l'Armée et à sa préparation pour la guerre. Il écrit : « *Il n'en reste pas moins, comme disait Ragueneau tout à l'heure, que le Conseil donne le spectacle d'un rassemblement d'individualités sans cohésion, sans idées communes et, partant, sans*

direction. Or, il a un président, ou plutôt un vice-président [le maréchal Pétain], puisque le ministre est président ; c'est donc que la présidence ne s'exerce pas comme elle devrait. Cela se voit et, malheureusement, cela se dit ».

Le lendemain il s'alite. Hospitalisé, il est opéré trois jours plus tard et décède le 30 décembre 1923.

À l'issue d'obsèques intimes Philippe Pétain regrettera la mort de « *son ami* », Ferdinand Foch la disparition d'une « *belle intelligence* » et Alexandre Millerand mieux que tout autre évoquera : « *l'éclat de l'intelligence, la supériorité de l'esprit, la générosité du cœur...* »

Frédéric GUELTON, pour THEATRUM BELLI

Co-édition PERRIN/Ministère de la Défense, 1400 pages, 45 €

Cliquer [ICI](#) pour commander l'ouvrage